

214 milliards d'euros de dépenses totales en 2016
LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2016

(en milliards d'euros)

	Communes	Groupements à fiscalité propre ^(a)	Secteur communal : communes et groupements ^(c)	Départements	Régions ^(b)	Ensemble
Dépenses de fonctionnement (1)	67,7	23,4	91,1	58,3	19,1	168,5
dont achats et charges	16,4	6,3	22,7	5,0	2,2	29,9
dont frais de personnel	36,9	8,3	45,2	11,9	3,6	60,7
dont dépenses d'intervention	9,5	6,6	16,1	39,7	12,5	68,3
Recettes de fonctionnement (2)	78,8	28,2	107,0	66,1	23,9	197,0
dont impôts locaux	44,5	10,2	54,7	22,5	5,1	82,2
dont autres impôts et taxes	6,6	4,9	11,5	24,1	11,0	46,6
dont concours de l'État	14,6	8,4	23,1	11,8	6,4	41,2
Épargne brute (3) = (2)-(1)	11,1	4,8	15,9	7,8	4,8	28,5
Dépenses d'investissement^(d) (4)	19,3	8,1	27,3	9,1	9,0	45,5
Recettes d'investissement^(d) (5)	10,1	3,2	13,3	2,6	2,8	18,7
Capacité/besoin de financement = (2+5)-(1+4)	+1,9	-0,1	+1,9	+1,3	-1,4	+1,7
Remboursements de dette (6)	6,2	2,1	8,3	3,2	1,8	13,3
Emprunts (7)	5,6	2,3	7,9	2,8	3,4	14,2
Variation du fonds de roulement = (2+5+7)-(1+4+6)	+1,3	+0,1	+1,4	+0,9	+0,2	+2,6
Dettes au 31/12 (8)	64,7	24,0	88,7	33,7	26,1	148,5
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3)/(2)	14,1 %	16,9 %	14,8 %	11,8 %	20,1 %	14,5 %
Taux d'endettement = (8)/(2)	82,1 %	85,3 %	83,0 %	51,0 %	109,1 %	75,4 %
Capacité de désendettement = (8)/(3)	5,8 ans	5,1 ans	5,6 ans	4,3 ans	5,4 ans	5,2 ans

(a) Y compris métropole de Lyon.

(b) Y compris Collectivités territoriales uniques de Martinique et de Guyane.

(c) Hors remboursements de dette

(d) Hors emprunts

Source : DGFiP, comptes de gestion ; calculs DGCL.

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2016
Évolution 2016/2015

	Communes	Groupements à fiscalité propre ^(a)	Secteur communal : communes et groupements ^(c)	Départements	Régions ^(b)	Ensemble
Dépenses de fonctionnement (1)	-1,5	+3,6	-0,2	+0,1	-0,9	-0,2
dont achats et charges	-2,1	+1,2	-1,2	-4,6	+1,0	-1,6
dont frais de personnel	-0,0	+6,8	+1,2	-0,1	+1,4	+0,9
dont dépenses d'intervention	-4,3	+1,2	-2,1	+1,1	-1,8	-0,2
Recettes de fonctionnement (2)	-1,3	+1,9	-0,5	+2,1	-0,2	+0,5
dont impôts locaux	+0,3	+8,2	+1,7	+4,8	+1,0	+2,5
dont autres impôts et taxes	+3,0	+3,0	+3,0	+4,0	+3,5	+3,7
dont concours de l'État	-8,5	-8,5	-8,5	-7,9	-7,0	-8,1
Épargne brute (3) = (2)-(1)	-0,1	-5,3	-1,7	+20,6	+2,4	+4,5
Dépenses d'investissement^(d) (4)	-0,2	-1,8	-0,6	-5,7	-6,1	-3,0
Recettes d'investissement^(d) (5)	-8,9	-10,0	-9,2	-12,5	-3,7	-9,0
Remboursements de dette (6)	+1,6	-0,6	+1,1	+6,8	-13,1	+0,2
Emprunts (7)	-8,8	-2,1	-7,0	-20,9	-18,0	-12,8
Dettes au 31/12 (8)	+0,7	+2,5	+1,2	-0,1	+6,9	+1,8
Ratios						
Taux d'épargne brute = (3)/(2)	+0,2 pt	-1,3 pt	-0,2 pt	+1,8 pt	+0,5 pt	+0,6 pt
Taux d'endettement = (8)/(2)	+1,6 pt	+0,5 pt	+1,3 pt	-1,2 pt	+7,5 pts	+1,0 pt
Capacité de désendettement = (8)/(3)	+0,0 an	+0,4 an	+0,2 an	-0,9 an	+0,2 an	-0,1 an

(a) Y compris métropole de Lyon.

(b) Évolution à périmètre constant : hors Martinique et Guyane.

(c) Hors remboursements de dette

(d) Hors emprunts

Source : DGFiP, comptes de gestion ; calculs DGCL.

Impôts et taxes perçus par les collectivités locales
LES CONTRIBUTIONS DIRECTES EN 2016

(en milliards d'euros)

	Secteur communal ^(a)	Départements	Régions	Ensemble
Ensemble	54,2	22,3	4,9	81,4
Taxes "ménages"	41,0	13,8	-	54,8
Taxe d'habitation (TH)	21,9	-	-	21,9
Taxe sur le foncier bâti (FB)	18,1	13,8	-	31,9
Taxe sur le foncier non bâti (Fnb)	1,0	-	-	1,0
Impôts économiques	13,2	8,4	4,9	26,5
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	7,4	-	-	7,4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	4,5	8,2	4,2	16,9
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,6	0,3	0,7	1,5
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0,8	-	-	0,8

* Y compris syndicats à contributions fiscalisées.

Sources : DGFiP, REI, calculs DGCL.

AUTRES CONTRIBUTIONS PERÇUES PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2015

(en milliards d'euros)

	Secteur communal ^(a)	Départements	Régions	Toutes collectivités
Ensemble	18,0	23,7	9,8	51,5
dont : en section de fonctionnement	17,1	23,6	9,6	50,4
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,4	8,8	0,0	11,2
Versement de transport ^(b)	3,9	-	-	3,9
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	6,7	-	-	6,7
Taxe sur les conventions d'assurance	0,1	6,8	-	6,8
Taxe sur les cartes grises	-	-	2,1	2,1
Taxe sur la consommation finale de l'électricité (TCFE)	1,5	0,7	-	2,2
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	0,1	6,4	5,2	11,7
Impôts et taxes d'outre-mer	0,9	0,2	0,5	1,6
Taxe d'apprentissage	-	0,0	1,4	1,4
Autres	1,6	0,7	0,3	1,9
dont : en section d'investissement	0,9	0,0	0,2	1,1
dont : taxe d'aménagement TICPE	0,6	-	0,0	0,7
	-	-	0,2	0,2

(a) y compris syndicats.

(b) Hors le versement de transport à destination du syndicat des transports de l'Île-de-France (STIF) d'un montant de 3,647 Md€ en 2015 (PLF 2017).

Source : DGFiP, comptes de gestion en opérations réelles - budgets principaux et annexes ; calculs DGCL.

RÉPARTITION DE LA DGF 2017

	DGF 2017 (en millions d'euros)	Évolution 2017/2016	
		en valeur	en %
DGF voté en LFI	30 860	-2 362	-7,1 %
Masse répartie ^(a)	30 881	-2 386	-7,2 %
Communes et groupements de communes à fiscalité propre	18 340	-845	-4,4 %
Dotation forfaitaire des communes	7 423	-1 055	-12,4 %
<i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>		-725	
Dotation forfaitaire groupements touristiques	19	-1	-6,0 %
Dotation d'aménagement	10 897	211	+2,0 %
Dotation d'intercommunalité	1 470	-99	-6,3 %
<i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>		-311	
Dotation de compensation des EPCI	5 120	-50	-1,0 %
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	2 091	180	+9,4 %
Dotation de solidarité rurale (DSR)	1 422	180	+14,5 %
Dotation nationale de péréquation (DNP)	794	0	+0,0 %
Départements	8 606	-1 089	-11,2 %
Dotation forfaitaire	4 335	-1 075	-19,9 %
<i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>		-1 064	
Dotation de compensation	2 788	-34	-1,2 %
Dotation de péréquation urbaine (DPU)	653	13	+2,0 %
Dotation de fonctionnement minimale (DFM)	830	7	+0,8 %
Régions	3 935	-446	-10,2 %
Dotation forfaitaire	3 742	-446	-10,7 %
<i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>		-451	
Dotation de péréquation	193	0	+0,0 %

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

(a) L'écart entre le montant voté et le montant réparti s'explique par les prélèvements sur fiscalité (en plus) et les préciputs (en moins) opérés initialement sur la DGF.

**509 575 conseillers municipaux,
63 648 conseillers communautaires,
4 108 conseillers départementaux et
1 910 conseillers régionaux et territoriaux**



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

NOMBRE D'ÉLUS LOCAUX AU 1^{ER} JANVIER 2017 ET RÉPARTITION PAR ÂGE

Mandat	Effectifs	Répartition par classe d'âge (en %)			
		moins de 40 ans	de 40 à 59 ans	60 ans et plus	Ensemble
Conseillers régionaux et territoriaux	1 910	19 %	59 %	21 %	100 %
Conseillers départementaux	4 108	11 %	57 %	32 %	100 %
Conseillers communautaires	63 648	5 %	43 %	52 %	100 %
Conseillers municipaux	509 575	14 %	51 %	35 %	100 %
<i>dont :</i>					
<i>maires</i>	35 397	2 %	38 %	60 %	100 %
<i>1^{ers} adjoints</i>	34 805	5 %	45 %	50 %	100 %
<i>2^{es} adjoints</i>	32 972	7 %	50 %	43 %	100 %
Autres adjoints	50 501	8 %	51 %	42 %	100 %
<i>dont :</i>					
<i>Communes de moins de 1 000 habitants</i>	286 801	16 %	51 %	33 %	100 %
<i>Communes de 1 000 habitants et plus</i>	222 774	12 %	52 %	36 %	100 %
Population française de 18 à 99 ans	52 146 066	34 %	34 %	32 %	100 %

PROPORTION DE FEMMES PARMI LES ÉLUS LOCAUX, SELON L'ÂGE

	Élus locaux	Conseillers régionaux et territoriaux (2015)	Conseillers départementaux (2015)	Conseillers communautaires (2014)	Conseillers municipaux (2014)
Ensemble des élus	41 %	48 %	50 %	44 %	40 %
De 18 à 39 ans	47 %	48 %	54 %	55 %	47 %
De 40 à 49 ans	45 %	53 %	58 %	54 %	45 %
De 50 à 54 ans	42 %	51 %	60 %	49 %	41 %
De 55 à 59 ans	38 %	46 %	53 %	43 %	38 %
De 60 à 64 ans	34 %	46 %	41 %	37 %	34 %
De 65 à 69 ans	32 %	34 %	32 %	31 %	32 %
70 ans ou plus	28 %	20 %	23 %	25 %	28 %

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus) ; Insee, estimations de population.
Champ : France métropolitaine + DOM.

DGCL
DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les chiffres-clés
des collectivités locales

2017

66,1 millions d'habitants en France au 1^{er} janvier 2017, répartis dans 35 416 communes, 101 départements et 18 régions

RÉPARTITION DES COMMUNES SELON LEUR TAILLE

Taille de la commune	Nombre de communes	Part de la population
De 0 à 200 habitants	8 923	1,6 %
De 200 à 500 habitants	9 860	4,9 %
De 500 à 2 000 habitants	11 340	16,8 %
De 2 000 à 5 000 habitants	3 144	14,7 %
De 5 000 à 10 000 habitants	1 177	12,4 %
De 10 000 à 20 000 habitants	516	10,8 %
De 20 000 à 50 000 habitants	331	15,3 %
De 50 000 à 100 000 habitants	83	8,3 %
100 000 habitants et plus	42	15,3 %

Taille de la commune	Nombre de communes	Part de la population
Moins de 200 habitants	8 923	1,6 %
Moins de 500 habitants	18 783	6,4 %
Moins de 2 000 habitants	30 123	23,3 %
Moins de 5 000 habitants	33 267	38,0 %
Moins de 10 000 habitants	34 444	50,3 %
Moins de 20 000 habitants	34 960	61,1 %
Moins de 50 000 habitants	35 291	76,4 %
Moins de 100 000 habitants	35 374	84,7 %
Toutes tailles confondues	35 416	100,0 %

RÉPARTITION DES DÉPARTEMENTS SELON LEUR TAILLE

Taille du département	Nombre de départements	Part de la population
Moins de 300 000 habitants	26	7,9 %
De 300 000 à 500 000 habitants	24	13,9 %
De 500 000 à 800 000 habitants	24	23,2 %
800 000 habitants ou plus	27	55,0 %

RÉPARTITION DES RÉGIONS SELON LEUR TAILLE

Taille de la région	Nombre de régions	Part de la population
Moins de 1 000 000 habitants	6	3,7 %
De 2 000 000 à 4 000 000 habitants	5	23,7 %
De 4 000 000 à 6 000 000 habitants	4	33,5 %
6 000 000 d'habitants ou plus	3	39,1 %

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2016 (millésimée 2013).
Champ : France.

LES 42 COMMUNES DE PLUS DE 100 000 HABITANTS (en nombre d'habitants)

Rang	Commune (n° du dép.)	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
		2012 (millésimée 2009)	2017 (millésimée 2014)	
1	Paris (75)	2 234 105	2 220 445	-0,6 %
2	Marseille (13)	850 602	858 120	+0,9 %
3	Lyon (69)	479 803	506 615	+5,6 %
4	Toulouse (31)	440 204	466 297	+5,9 %
5	Nice (06)	340 735	343 895	+0,9 %
6	Nantes (44)	282 047	298 029	+5,7 %
7	Strasbourg (67)	271 708	276 170	+1,6 %
8	Montpellier (34)	255 080	275 318	+7,9 %
9	Bordeaux (33)	236 725	246 586	+4,2 %
10	Lille (59)	226 827	233 897	+3,1 %
11	Rennes (35)	206 604	213 454	+3,3 %
12	Reims (51)	180 842	183 042	+1,2 %
13	Le Havre (76)	177 259	172 807	-2,5 %
14	Saint-Étienne (42)	171 961	170 761	-0,7 %
15	Toulon (83)	165 514	165 584	+0,0 %
16	Grenoble (38)	155 632	160 779	+3,3 %
17	Dijon (21)	152 110	153 668	+1,0 %
18	Nîmes (30)	140 747	151 075	+7,3 %
19	Angers (49)	147 305	151 056	+2,5 %
20	Villeurbanne (69)	144 751	148 543	+2,6 %
21	Saint-Denis (974)	145 209	144 642	-0,4 %
22	Le Mans (72)	142 281	143 813	+1,1 %
23	Aix-en-Provence (13)	141 895	142 149	+0,2 %
24	Clermont-Ferrand (63)	138 588	141 365	+2,0 %
25	Brest (29)	141 315	139 384	-1,4 %
26	Tours (37)	135 218	136 125	+0,7 %
27	Limoges (87)	139 216	134 577	-3,3 %
28	Amiens (80)	133 998	132 479	-1,1 %
29	Anncy (74)	116 578 ^(a)	124 376	+6,7 %
30	Perpignan (66)	117 905	120 605	+2,3 %
31	Metz (57)	121 841	117 619	-3,5 %
32	Boulogne-Billancourt (92)	113 085	116 927	+3,4 %
33	Besançon (25)	117 392	116 690	-0,6 %
34	Orléans (45)	113 224	114 977	+1,5 %
35	Mulhouse (68)	111 156	111 167	+0,0 %
36	Saint-Denis (93)	105 749	110 733	+4,7 %
37	Rouen (76)	110 688	110 618	-0,1 %
38	Argenteuil (95)	102 844	108 865	+5,9 %
39	Caen (14)	109 312	106 538	-2,5 %
40	Montreuil (93)	103 192	104 748	+1,5 %
41	Saint-Paul (974)	103 498	104 634	+1,1 %
42	Nancy (54)	106 318	104 321	-1,9 %

(a) À contour identique à celui de 2017.

Source : Insee, Recensement de la population.
Champ : France.

L'INTERCOMMUNALITÉ À FISCALITÉ PROPRE AU 1^{ER} JANVIER 2017

	Nombre de groupements	Population moyenne	Nombre de communes regroupées
Métropoles	14	1 134 650	706
Communautés urbaines (CU)	15	250 376	624
Communautés d'agglomération (CA)	219	109 418	7 282
Communautés de communes (CC)	1 018	22 411	26 740
Ensemble des groupements à fiscalité propre	1 266	52 273	35 352
Métropole de Lyon	1	1 374 964	59
Ensemble^(a)	1 267	53 317	35 411

(a) Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est prise en compte dans ce total car elle exerce les compétences d'un EPCI à fiscalité propre.

LES SYNDICATS AU 1^{ER} JANVIER 2017 (en nombre de syndicats)

	Nombre	Population moyenne
Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)	7 384	14 055
Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)	1 085	18 428
Syndicats mixtes	2 794	193 485
Pôles métropolitains	14	657 542
Pôles d'équilibre territorial et rural (PETR)	90	76 729
Établissements publics territoriaux (EPT)	11	438 643
Ensemble	11 378	60 184

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population, population totale en vigueur en 2017 (millésimée 2014).

LES 34 EPCI À FISCALITÉ PROPRE DE PLUS DE 250 000 HABITANTS

Dept.	EPCI à fiscalité propre	Nature juridique	Population totale ⁽¹⁾
75	Métropole du Grand Paris	Métropole	7 068 810
13	Métropole d'Aix-Marseille-Provence	Métropole	1 886 842
59	Métropole Européenne de Lille	Métropole	1 154 103
33	Bordeaux Métropole	Métropole	774 929
31	Toulouse Métropole	Métropole	760 127
44	Nantes Métropole	Métropole	636 013
06	Métropole Nice Côte d'Azur	Métropole	544 977
76	Métropole Rouen Normandie	Métropole	499 570
67	Eurométropole de Strasbourg	Métropole	491 516
34	Montpellier Méditerranée Métropole	Métropole	457 760
38	Métropole Grenoble-Alpes-Métropole	Métropole	451 752
35	Rennes Métropole	Métropole	444 723
83	CA Toulon Provence Méditerranée	CA	434 409
78	CU Grand Paris Seine et Oise	CU	411 100
42	CU Saint-Étienne Métropole	CU	408 685
91	CA Roissy Pays de France	CA	349 490
95	CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	CA	347 022
78	CA Saint Germain Boucles de Seine	CA	341 337
91	CA Communauté Paris-Saclay	CA	313 771
64	CA du Pays Basque	CA	309 723
37	CU Tour(S) Plus	CU	299 127
51	CU du Grand Reims	CU	299 054
63	CU Clermont Auvergne Métropole	CU	291 813
45	CU Orléans Métropole	CU	287 064
49	CU Angers Loire Métropole	CU	283 153
62	CA de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane	CA	281 951
68	CA Mulhouse Alsace Agglomération	CA	277 999
95	CA Val Parisis	CA	270 724
78	CA Versailles Grand Parc	CA	269 179
14	CU Caen la Mer	CU	268 876
66	CU Perpignan Méditerranée Métropole	CU	268 517
30	CA de Nîmes Métropole	CA	261 666
54	Métropole du Grand Nancy	Métropole	260 665
21	CU du Grand Dijon	CU	256 113

(1) Population totale en vigueur en 2017 (millésimée 2014).

La métropole de Lyon (1 374 964 habitants), qui exerce les compétences d'un conseil départemental et d'un EPCI à fiscalité propre, est une collectivité territoriale à statut particulier. Elle ne figure donc pas dans le tableau ci-dessus.

Source : DGCL, Banatic ; Insee, recensement de la population.

LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES (en milliers)

	2015	2015/2014	% de femmes
Emplois principaux hors emplois aidés	1 889,3	-0,3 %	61,3 %
selon le statut des agents :			
Fonctionnaires	1 472,3	+0,3 %	58,7 %
Contractuels	356,0	-2,3 %	68,0 %
Autres ^(a)	61,0	-2,3 %	85,1 %
selon le type de collectivités :			
Communes et établ. communaux	1 152,7	-1,3 %	63,9 %
EPCI à fiscalité propre	221,7	+4,6 % ^(b)	52,7 %
Groupements sans fiscalité propre	66,4	+0,9 %	53,6 %
Départements et établ. départementaux	358,5	-0,1 % ^(b)	60,3 %
Régions	81,9	+0,5 %	58,2 %
Autres ^(c)	8,2	-2,2 %	52,5 %
selon la catégorie :			
A	182,0	+1,7 %	+61,8 %
B	271,5	+0,0 %	+63,2 %
C	1 420,9	-6,5 %	+60,8 %
non défini	14,9	+4,6 %	+68,0 %
Emplois aidés	94,9	+9,4 %	51,9 %
Emplois principaux y compris emplois aidés	1 984,2	+0,1 %	60,8 %
Emplois secondaires	47,4	-2,4 %	+65,6 %
Total des emplois	2 031,7	+0,1 %	+60,9 %
<i>Emplois principaux de l'ensemble des trois fonctions publiques, y compris emplois aidés</i>			
	5 648,3	+0,1 %	62,2 %

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis.

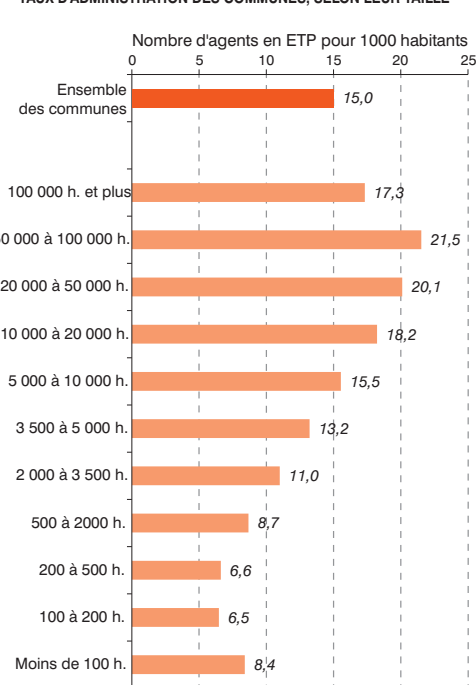
(b) Évolution à périmètre constant, c'est-à-dire hors CU de Lyon en 2014, métropole de Lyon en 2015 et département du Rhône en 2014 et 2015.

(c) OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locales.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y compris les assistants maternels et les apprentis.

TAUX D'ADMINISTRATION DES COMMUNES, SELON LEUR TAILLE



ETP : équivalent temps plein.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux et secondaires. Tous statuts.